

**DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
COMMUNE DE NOVEANT SUR MOSELLE**

**AMENAGEMENT D'UN PARKING
COVOITURAGE ET DELESTAGE
AU 64 RUE FOCH**

D.C.E.

Dossier de Consultation des Entreprises

A.E.

Acte d'Engagement



TECHNI-CONSEIL
8 Bis Route de Vandières
54700 NORROY LES
PONT A MOUSSON
03 83 81 39 36
03 83 82 45 54

**MAIRIE DE NOVEANT SUR
MOSELLE**
Place de la République
57680 NOVEANT SUR
MOSELLE
0387528011
0387528014



MARCHE DE TRAVAUX

ACTE D'ENGAGEMENT

Maître de l'Ouvrage VILLE DE NOVEANT SUR MOSELLE
PLACE DE LA REPUBLIQUE
57680 NOVEANT SUR MOSELLE

Maîtres d'Œuvre TECHNI CONSEIL
8 Bis, route de Vandières
54700 NORROY LES PONT A MOUSSON

Objet du marché AMENAGEMENT D'UN PARKING
COVOITURAGE ET DELESTAGE
AU 64 RUE FOCH

Date du marché : _____

Montant T.T.C : _____

(réservé pour la mention d'exemplaire unique du marché)

Pouvoir Adjudicateur : Monsieur le Maire de NOVEANT SUR MOSELLE

Personne habilitée à donner des renseignements : Monsieur le Maire de NOVEANT SUR MOSELLE *(article 130 du décret du 25 mars 2016)*

Ordonnateur : Monsieur le Maire de NOVEANT SUR MOSELLE

Comptable public assignataire : Perception d' ARS SUR MOSELLE

ARTICLE 1 - CONTRACTANTS.....	3
ARTICLE 2 - PRIX.....	6
2.1 Montant du marché.....	6
2.2 Montant sous-traité	6
2.2.1 Montant sous-traité désigné au marché	6
2.2.2 Créance présentée en nantissement ou cession	7
ARTICLE 3 - DELAIS.....	7
3.1 Période de préparation.....	7
3.2 Période d'exécution.....	7
3.3 Délai(s) distinct(s).....	7
ARTICLE 4 - PAIEMENTS	8

ARTICLE 1 - CONTRACTANTS

Je soussigné,

Nom et Prénom :

Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :

Domicilié à :

(Tél) :

Adresse mail :

Agissant pour le nom et le compte de la société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège à :

(Tél) :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription :

au répertoire des métiers :

au registre du commerce et des sociétés :

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), et des documents qui y sont mentionnés ;

Après avoir produit tous les justificatifs et attestations prévus à l'article 44 du décret du 25 mars 2016,

AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du contrat, qu'aucune des personnes physiques ou morales pour lesquelles j'interviens ne tombe sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015.

M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le Cahier des Clauses Administratives Particulières, à exécuter les travaux selon le cahier des charges établi par le maître d'ouvrage sans déroger à aucune des prestations demandées.

L'offre ainsi présentée ne **me** lie toutefois que si acceptation **m**'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres rappelée en page de garde du CCAP.

Nous soussignés,

Cotraitant 1

Nom et Prénom :

Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :

Domicilié à :

(Tél) :

adresse mail :

Agissant pour le nom et le compte de la société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège à :

(Tél) :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription :

au répertoire des métiers :

au registre du commerce et des sociétés :

Cotraitant 2

Nom et Prénom :

Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :

Domicilié à :

(Tél) :

adresse mail :

Agissant pour le nom et le compte de la société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège à :

(Tél) :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription :

au répertoire des métiers :

au registre du commerce et des sociétés :

Cotraitant 3

Nom et Prénom :

Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :

Domicilié à :

(Tél) :

adresse mail :

Agissant pour le nom et le compte de la société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège à :

(Tél) :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription :

au répertoire des métiers :

au registre du commerce et des sociétés :

Cotraitant 4

Nom et Prénom :

Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :

Domicilié à :

(Tél) :

adresse mail :

Agissant pour le nom et le compte de la société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège à :

(Tél) :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription :

au répertoire des métiers :

au registre du commerce et des sociétés :

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), et des documents qui y sont mentionnés ;

Après avoir produit tous les justificatifs et attestations prévus à l'article 44 du décret du 25 mars 2016,

AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du contrat, qu'aucune des personnes physiques ou morales pour lesquelles j'interviens ne tombe sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015.

NOUS ENGAGEONS, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le Cahier des Clauses Administratives Particulières, à exécuter les travaux selon le cahier des charges établi par le maître d'ouvrage sans déroger à aucune des prestations demandées.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres rappelée en page de garde du C.C.A.P.

ARTICLE 2 - PRIX

2.1 Montant du marché

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m_0 défini à l'article 3.3.2 du CCAP.

Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 3-3 du CCAP.

L'opération n'est pas décomposée en tranche, n'est pas allotie et ne comporte pas d'options.

L'évaluation de l'ensemble des travaux, telle qu'elle résulte du détail estimatif, est :

- Montant hors T.V.A. { _____ € } (en chiffres)

- T.V.A. au taux de 20 %, soit { _____ € } (en chiffres)

- T.V.A. au taux de _____ %, soit { _____ € } (en chiffres)

- T.V.A. au taux de _____ %, soit { _____ € } (en chiffres)

- Montant T.V.A. incluse { _____ € } (en chiffres)

- Arrêté en lettres : _____ Euros

2.2 Montant sous-traité

2.2.1 Montant sous-traité désigné au marché

- J'envisage⁽¹⁾ de faire exécuter tout ou partie des prestations du présent marché par des sous-traitants admis au paiement direct.
- Je n'envisage pas⁽¹⁾

⁽¹⁾ Cochez la case utile.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage / nous envisageons de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

- montant hors T.V.A. { _____ € }
- montant T.V.A. incluse { _____ € }

Les modèles de déclarations et attestations (articles 45 et 62 de l'ordonnance du 23 juillet 2015) des sous-traitants sont disponibles auprès du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie sur www.economie.gouv.fr

2.2.2 Créance présentée en nantissement ou cession

La créance maximale que je pourrai / nous pourrons présenter en nantissement ou céder est ainsi de:

..... €

ARTICLE 3 - DELAIS

3.1 Période de préparation

Le délai de la période de préparation est de **15 jours** à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de la commencer.

3.2 Période d'exécution

Le délai d'exécution estimé des travaux est de **6 à 8** semaines à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de les commencer.

Délai proposé par l'entreprise : _____ semaines.
--

Nota : Les délais n'incluent pas les durées nécessaires à la réception des réseaux auprès des concessionnaires.

3.3 Délai(s) distinct(s)

Sans objet.

ARTICLE 4 - PAIEMENTS

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées à l'article 3.2 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P).

Prestataire unique

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre RIB ou RIP) :

- compte ouvert à l'organisme bancaire :

.....

- à :

- au nom de :

- sous le numéro :

- clé RIB :

- code banque : - code guichet :

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Le prestataire unique désigné à l'ARTICLE 1 :

refuse de percevoir l'avance prévue à l'article 5.2 du C.C.A.P.

ne refuse pas de percevoir l'avance prévue à l'article 5.2 du C.C.A.P.

affirme, sous peine de résiliation du marché, ou de mise en régie à mes torts exclusifs, ne pas tomber sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 de la loi 52-401 du 14 Avril 1952 modifié par l'article 56 de la loi 78-753 du 17 Juillet 1978 ou sous le coup d'une interdiction équivalente prononcée dans un autre pays.

Groupement solidaire

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre RIB ou RIP) :

- compte ouvert à l'organisme bancaire :

.....

- à :

- au nom de :

- sous le numéro : - clé RIB :

- code banque : - code guichet :

Les soussignés entrepreneurs groupés solidaires, autres que le mandataire, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leurs sont dues en exécution du marché par règlement au compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des entrepreneurs groupés solidaires.

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Les prestataires désignés à l'ARTICLE 1 :

refusent de percevoir l'avance prévue à l'article 5.2 du C.C.A.P.

ne refusent pas de percevoir l'avance prévue à l'article 5.2 du C.C.A.P.

affirment sous peine de résiliation du marché, ou de mise en régie à ses (leurs) torts exclusifs, que la (les) société(s) ou le(s) groupement(s) d'intérêt économique pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons), ne tombe(nt) pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 de la loi 52-401 du 14 Avril 1952 modifié par l'article 56 de la loi 78-753 du 17 Juillet 1978 ou sous le coup d'une interdiction équivalente prononcée dans un autre pays.

Les déclarations similaires des sous-traitants recensés dans les annexes sont jointes au présent acte d'engagement.

Nous attestons sur l'honneur que le travail sera réalisé :

Avec des salariés employés régulièrement au regard de la législation en vigueur et que nous satisfaisons aux obligations mentionnées au C.C.A.P.

Sans le concours de salarié.

Fait en 1 seul original

à

Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé"

le

Signature(s) du/des prestataire(s)

Visas

à.....

le.....

ACCEPTATION DE L'OFFRE

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A : le :

Le pouvoir adjudicateur :

CONTROLE DE LEGALITE

Le pouvoir adjudicateur certifie que le présent marché a été reçu par le représentant de l'Etat, au titre du contrôle de légalité, le :

DATE D'EFFET DU MARCHE

Le **prestataire / mandataire du groupement** atteste avoir reçu notification du marché :

A : le :

Le **prestataire / mandataire du groupement** atteste avoir reçu l'avis de réception postal de la notification du marché :

A : le :

Pour le **pouvoir adjudicateur**,

A : le :

